



EMPLOI SALARIÉ: LES ACTIVITÉS PRODUCTIVES RENFORCENT LE REBOND POST-COVID À TOULOUSE

Observatoire partenarial
de l'économie, du
rayonnement
et de l'attractivité
octobre 2023

L'AUAT partage une nouvelle analyse de l'évolution de l'emploi salarié privé au sein de l'aire d'attraction toulousaine pour l'année 2022. Comment se poursuit la reprise post-covid à Toulouse par rapport aux autres grandes aires d'attraction de taille comparable ? Quelles sont les tendances récentes, secteur par secteur et par territoire ?

Un rebond de l'emploi toulousain qui se poursuit et s'amplifie

Sur le front de l'emploi salarié privé, 2021 s'était caractérisée dans l'aire d'attraction (AAV) toulousaine par un rebond notable, celui-ci faisant suite à de très fortes baisses en 2020, dans l'ensemble des secteurs d'activité. La plupart avaient retrouvé les niveaux d'activité puis d'emploi qui étaient les leurs avant la crise sanitaire, à l'exception de quelques-uns dont la construction aéronautique et les cafés-hôtels-restaurants.

Abstraction faite du caractère extrêmement particulier de l'année 2020 (voir encadré), l'économie toulousaine avait ainsi dégagé +16 200 emplois supplémentaires entre 2019 et 2021, soit annuellement, une moyenne de +8 100 postes et un rythme de +1.7%/an. À l'issue de l'année 2022, le tissu entrepreneurial toulousain a notablement accéléré en matière d'emplois : 15 580 postes supplémentaires ont été créés, soit un rythme annuel de +3.2%/an.

La tendance est également bien orientée pour les autres catégories d'emploi. Les effectifs dans la fonction publique, qu'elle soit d'État, territoriale ou hospitalière, sont en hausse : +1.1%/an entre 2019 et 2021 à l'échelle de la Haute-Garonne¹. Quant aux non-salariés (indépendants, chefs d'entreprises, professions libérales...), ils continuent d'augmenter fortement à un rythme de +2,0%/an entre 2014 et 2020 dans l'aire toulousaine (source Insee, recensements).

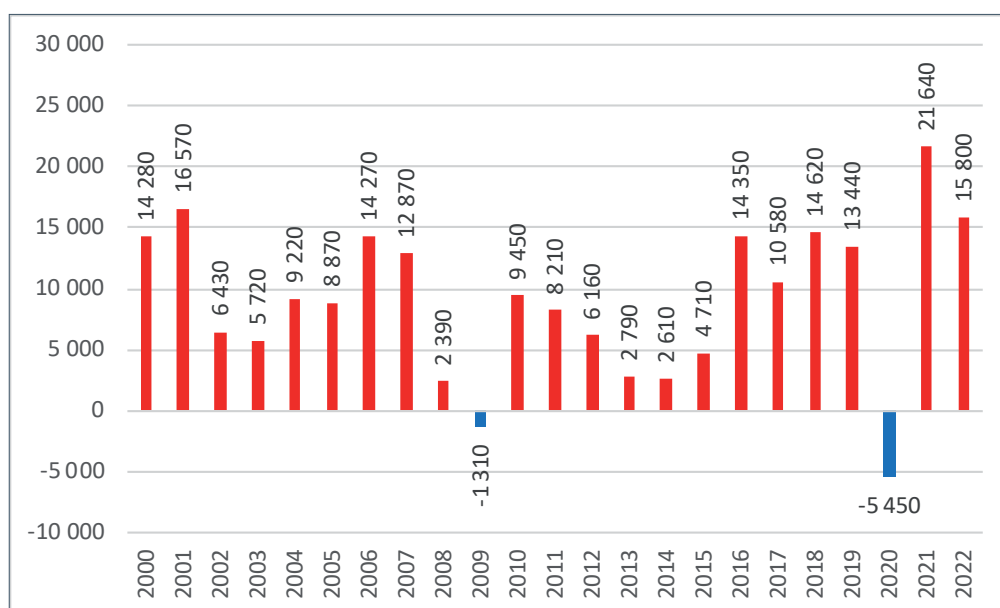
Une année 2020 aux statistiques de l'emploi assez particulières

Du début du premier trimestre 2020 au courant de l'année 2021, le contexte de l'emploi salarié privé a été bouleversé par la pandémie et l'interventionnisme assumé de l'État, en soutien et en relance de l'économie. À court terme, ces mesures sanitaires ont entraîné des conséquences économiques brutales et sans précédent, caractérisées par des phases d'arrêt et de redémarrage qui se sont succédées au gré des évolutions de la pandémie. De façon à prendre en compte le caractère assez atypique de l'économie en ces temps de coronacrise y compris en sortie, il apparaît préférable de ne pas prendre en compte les données statistiques de l'année 2020 et donc de comparer la situation 2021 à celle de 2019, qui est la dernière année avant la survenue de la coronacrise.

¹ Source : Insee

Évolution annuelle de l'emploi salarié privé dans l'aire d'attraction de la ville de Toulouse

Source : Unedic 2000-2006 et Urssaf Caisse nationale 2006-2022, traitement AUAT



Avertissement : à partir de 2006, les séries statistiques mobilisées sont celles de la Caisse nationale de l'Urssaf ; elles intègrent depuis cette année les effectifs apprentis. En ce sens, les évolutions ici restituées diffèrent de celles présentées dans la précédente publication de l'AUAT consacrée à l'évolution de l'emploi salarié privé parue en septembre 2022.

Et en 2023 ?

Dans la dernière enquête annuelle de conjoncture économique des entreprises de Haute-Garonne menée par la CCI Toulouse Haute-Garonne et la Banque de France Occitanie, les chefs d'entreprises interrogés considèrent que 2023 sera marquée par :

- un retour à la normale de l'activité et de l'emploi en particulier dans le cœur de l'AAV toulousaine où l'emploi apparaissait encore affecté par les effets de la crise sanitaire fin 2021;
- la croissance de l'activité qui concernera tous les secteurs en particulier l'industrie, les services et dans de moindres mesures, le BTP et l'immobilier;
- une décélération anticipée qui devrait affecter notablement l'industrie et les services. La dynamique dans le BTP et l'immobilier devrait être relativement préservée en raison des projets en cours de réalisation dans l'agglomération toulousaine.

Toujours selon cette enquête, le recrutement devrait se renforcer dans l'agglomération toulousaine (4.3% vs 3.4% constatés en 2022) et ralentir dans sa périphérie (+2.4% vs +3.7). Les secteurs recrutant seront les services, l'industrie, le BTP et l'immobilier.

Concernant le premier semestre 2023, l'Urssaf constate qu'à l'échelle du département, les gains d'emplois s'établissent à +1.4%, soit 7 410 postes de plus. Les activités tertiaires, hors intérim, contribuent à hauteur de 65% de ces gains, dont 9% pour l'hébergement-restauration. L'industrie « pèse » 18% des emplois supplémentaires. Dans l'intérim, l'emploi recule de près de 4%. Dans la construction, la baisse est beaucoup plus mesurée (-0,3%).

Toulouse sur le podium des AAV françaises les plus dynamiques en emploi

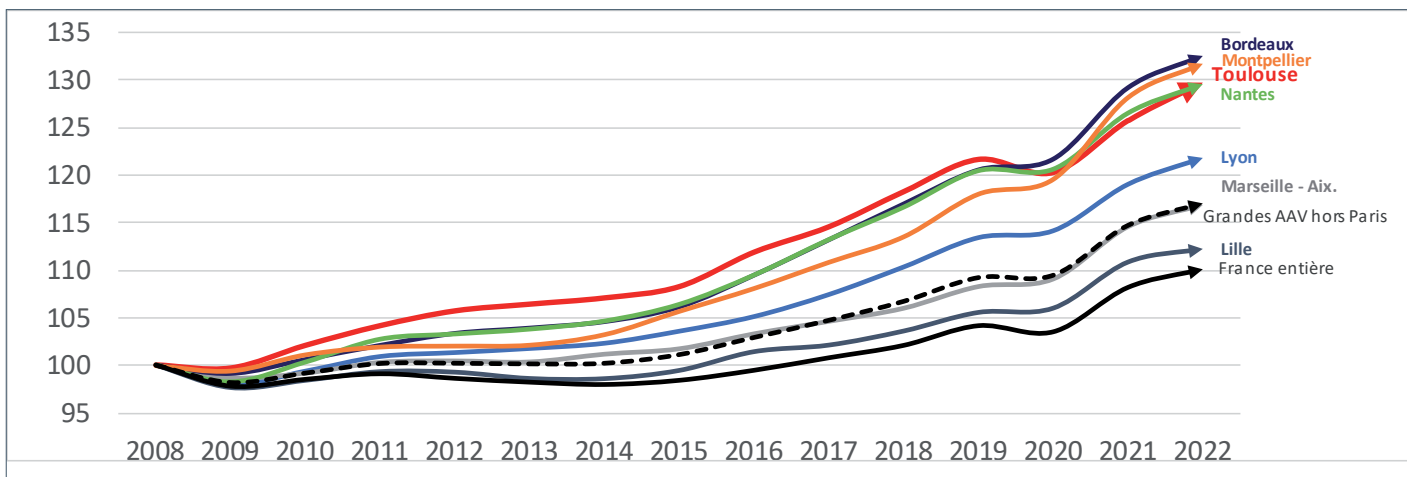
En 2022, les grandes AAV françaises représentent 70 gains d'emplois salariés sur 100 constatés nationalement, l'AAV de Paris en dégageant 35 à elle seule. Concernant ces 116 000 postes supplémentaires créés hors Paris, plus des trois quarts l'ont été dans huit aires d'attraction : Lyon, Toulouse, Marseille-Aix en Provence et Bordeaux sont les plus dynamiques en volume (+20 700 postes, +15 800, +12 000 et +11 500 respectivement) suivies de celles de Nantes, Rennes, Montpellier et Lille (+8 900 pour la première et entre 6 200 et 6 600 pour les autres).

Si toutes les grandes aires continuent d'enregistrer des gains annuels d'emplois en 2022 par rapport à l'an passé, ils sont divisés de plus de moitié sauf pour cinq d'entre-elles où la tendance est inverse : ils se sont maintenus à Lyon et Nantes, ont continué de s'accroître à Nice et ont presque doublé à Paris et Toulouse. Avec des niveaux d'au moins 3%/an, Nice et Toulouse connaissent les rythmes annuels les plus marqués suivies de Montpellier, Rennes et Bordeaux (entre +2.6 et +2.8%/an chacune) puis de Nantes, Lyon et Marseille-Aix en Provence (entre +2 et +2.4%/an). Ce fort dynamisme toulousain illustre la fin des perturbations imputables à la crise sanitaire pour certains pans de l'économie toulousaine encore impactés, la filière aéronautique en particulier.

Sur la période longue, soit depuis la fin des années 2000, Toulouse se situe au troisième rang en volume comme en rythme des aires les plus génératrices d'emplois (+1.9%/an soit +117 600 postes). En volume, Lyon est la plus dynamique (+11 600 postes/an) suivie de Toulouse, Bordeaux (+8 400/an et +8 000/an) puis de Marseille-Aix et Nantes (+6 300/an et +6 200/an) et Montpellier (+4 100/an).

Évolution de l'emploi salarié privé par aire d'attraction de province (base 100 en 2008)

Source : Urssaf Caisse nationale de 2008 à 2021, traitements AUAT



Des indices de performance pour aller au-delà des apparences

Gagner des emplois est-il synonyme de performance pour un territoire ? Est-ce l'inverse pour celui qui en perd ? L'analyse pourrait être aussi binaire si tous les territoires présentaient un même portefeuille d'activités, ce qui n'est évidemment pas le cas. Ces différences, à l'origine de nombreuses inégalités, sont même importantes et déterminent pour partie la trajectoire des économies territoriales. Pour partie seulement car des ressources, au plus profond de l'ADN économique local (capacité d'innovation, qualités relationnelles des acteurs économiques, culture locale...), jouent de leur force pour infléchir la tendance attendue. Tant et si bien qu'un territoire pénalisé par sa structure économique peut tout à fait « performer » et un autre en apparence avantage « sous-performer ».

Cette approche est utile pour décrypter les mécanismes qui sous-tendent les évolutions de l'emploi. Durant la crise sanitaire, elle apporte une autre lecture du choc économique qui a saisi les territoires... à Toulouse plus qu'ailleurs. En effet, toutes les économies n'ont pas traversé la coronacrise de la même manière.

Du côté de Toulouse, le tissu économique a été un des plus impactés du fait de sa teinte aéronautique affirmée. A l'inverse, une aire comme celle de Bordeaux a été en proportion moins affectée. Une économie plus diversifiée et des secteurs moins exposés lui ont permis de dégager des performances en termes d'emplois salariés privés notablement moins dégradées que celles des autres aires de province. Bien qu'aussi dotée d'une composante aéronautique notable, l'économie nantaise a connu un choc bien moins rude que son homologue toulousaine que ce soit en volume et dans le temps. Ses performances en matière d'emploi demeurent dans la moyenne de celle des plus grandes aires de province. Ces réactions différenciées aux effets de la crise sanitaire font que depuis le début des années 2020, Toulouse connaît une tendance de l'emploi un peu moins positive que du côté bordelais et équivalente à celle de Nantes. Cependant, sur l'année 2022, Toulouse « performe » un peu plus que Bordeaux, qui devance elle-même Nantes.

Les activités productives tirent la croissance

Dans les grandes AAV hors Paris, les activités productives ont constitué en 2022 le moteur majoritaire des gains d'emplois (63%). Un an plus tôt, ce rôle était assuré par les activités résidentielles (67%). Cette montée en régime du moteur productif est particulièrement marquée à Toulouse (78% des postes supplémentaires relèvent du « productif » contre 63% un an plus tôt) et Nantes (84% en 2022 contre 53% en 2021). La situation est comparable bien que moins forte à Lyon, Bordeaux et Marseille-Aix où entre deux tiers et trois quarts des gains d'emplois relèvent de la sphère productive en 2022.

Dans l'aire toulousaine, le rythme annuel de croissance de l'emploi productif a quadruplé en 2022 (+4.9%/an vs +1.1%/an entre 2019 et 2021) quand celui de l'emploi résidentiel s'est contracté (de +2.3%/an à +1.4%/an).

Par rapport aux autres grandes aires hors Paris, les effets de la crise sanitaire s'étaient néanmoins fait ressentir à Toulouse dans les activités productives. Dans le sillage d'une filière aéronautique nettement ralentie, l'emploi industriel avait opéré un recul (-1.5%/an entre 2019 et 2021) alors qu'il s'inscrivait dans une dynamique de croissance modérée dans la plupart des

grandes aires de province (+0.4%/an) en particulier à Montpellier, Bordeaux, Nantes et Lyon (entre +0.8%/an et +2.2%/an). Il faut attendre 2022 pour constater un rebond notable à Toulouse (+3.3%) qui fait partie, avec Bordeaux, Montpellier et Nice, des grandes aires les plus dynamiques en matière d'emplois industriels (entre +2.5 et +3.4% vs +1.7%) hors Paris.

Dans les services aux entreprises, autres composantes essentielles des activités productives, la sortie de crise s'était avérée plus modérée à Toulouse qu'ailleurs : +1.9%/an entre 2019 et 2021 vs +4.0% dans les grandes aires de province et même entre +5% et +8%/an à Bordeaux, Lyon et Montpellier. En 2022, la tendance s'est franchement redressée à Toulouse : +6.8% vs +3.6% dans les grandes aires hors Paris.

Dans les services collectifs², la tendance est analogue à celle dans les services aux entreprises. À Toulouse comme à Nice, la sortie de crise s'y fait en deux temps : d'abord un rebond limité par rapport aux autres grandes aires hors Paris (+1.9%/an entre 2019 et 2021 vs +2.3%/an) qui se renforce en 2022 faisant de ces deux aires les plus dynamiques de leur catégorie (respectivement +3.7% et +4.5%) devant notamment Montpellier (+3.4%), Bordeaux (+3.2%), Nantes et Lyon (+3.0% chacune).

2 Entendus comme services d'intérêt général ou pouvant s'adresser autant aux particuliers qu'aux organisations : administrations, activités financières et d'assurance, télécommunications, etc...

Pour ce qui est du commerce et de la logistique qui avaient bien rebondi en sortie de crise, les évolutions diffèrent. Dans le commerce, l'emploi est atone comme ailleurs (0% vs +0.1%). Concernant la logistique, Toulouse ne s'inscrit plus en 2022 dans la tendance des grandes aires d'attraction comme Bordeaux, Nantes, Lyon et Marseille-Aix (+2.0% pour les deux premières et +1.7 pour les autres) prolongeant leur dynamique de croissance, alors que Toulouse freine nettement.

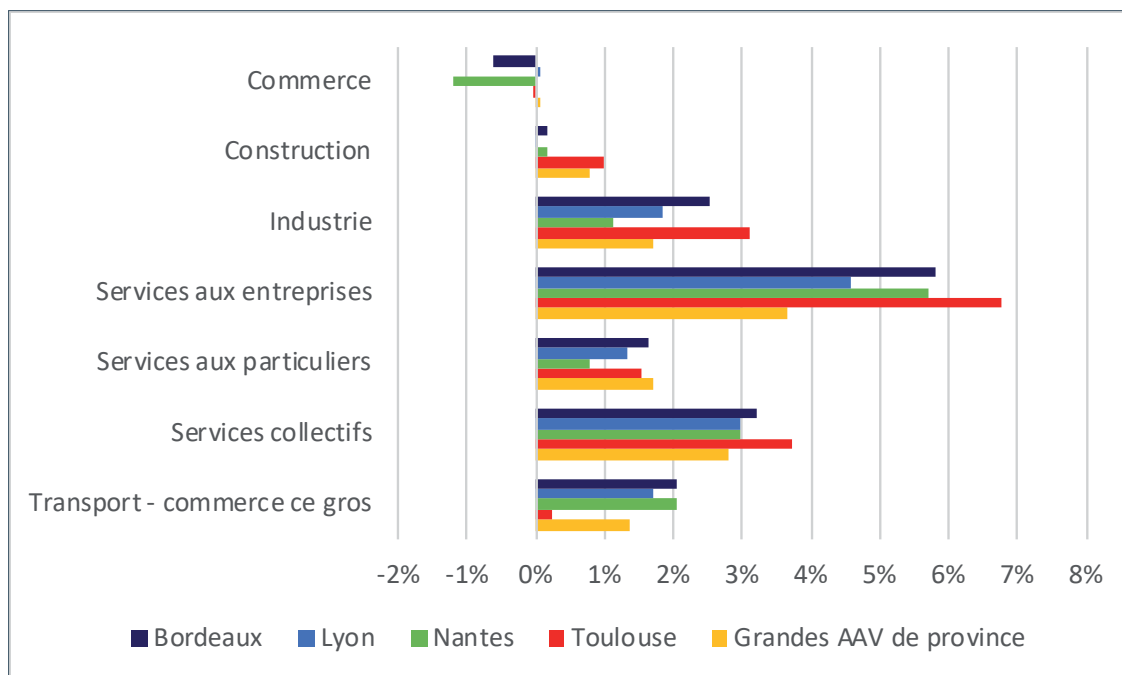
Au cœur des activités résidentielles, dans la construction comme dans les services aux particuliers, Toulouse suit une tendance assez proche de celle de l'ensemble des grandes aires hors Paris : un « retour à la normale » en 2022 (+1.0% à Toulouse vs +0.8% dans la construction ; +1.5% vs +1.7% dans les services aux particuliers) faisant suite à une sortie de crise effective dès 2021.

Ces sorties de crise sanitaire différenciées selon les secteurs font que le « paysage » de l'emploi toulousain change notablement depuis 2019. Si les services aux entreprises restent le secteur qui recrute le plus, son attelage avec l'industrie et les services collectifs représente 90% des gains d'emplois totaux en 2022, alors que le trio se constituait avec le commerce et les services aux particuliers dans la période covid (2020 et 2021) et pesait pour 70% des emplois supplémentaires dégagés.



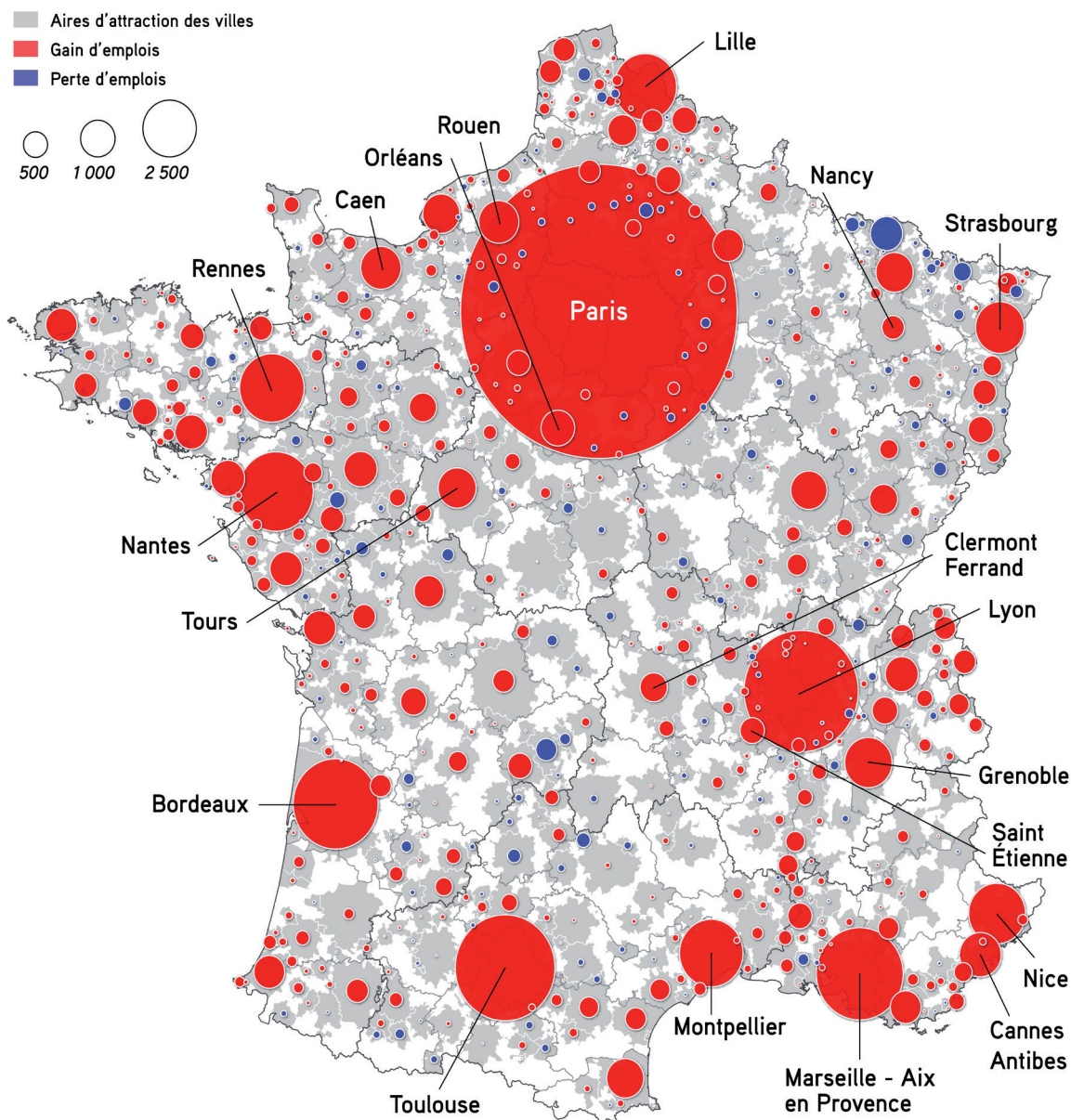
Évolution de l'emploi salarié privé par grands secteurs d'activité en 2022

Source : Urssaf Caisse nationale, traitements AUAT



Évolution de l'emploi salarié privé entre 2021 et 2022 par aire d'attraction

Source : Urssaf Caisse nationale de 2019 à 2021, traitements AUAT



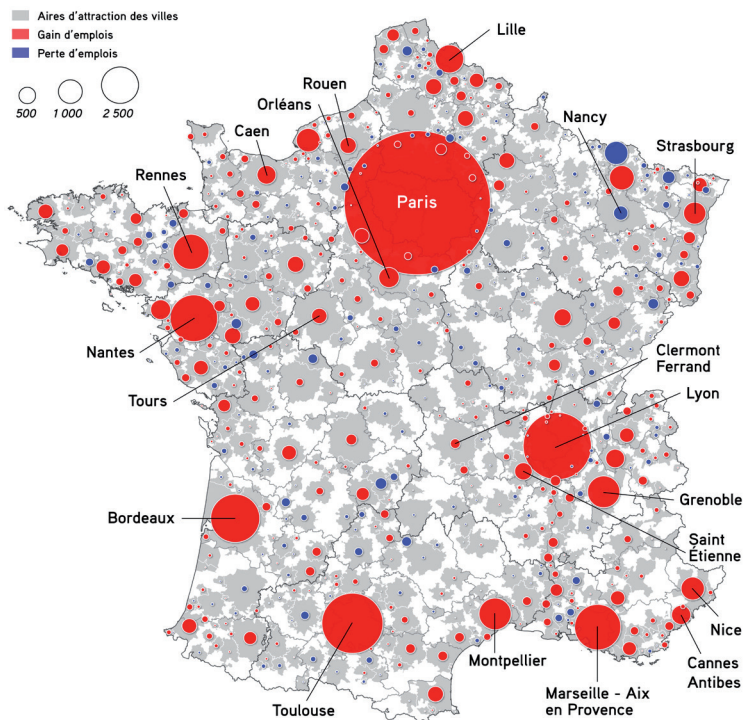
Les grandes aires d'attraction de province : une référence de comparaison pour l'aire urbaine de Toulouse

Une croissance moyenne est mesurée pour les plus grandes aires d'attraction françaises, en dehors de Paris. Ce panel se compose des 18 plus grandes aires de province hors Toulouse (en nombre d'habitants), dans l'ordre décroissant : Lyon, Marseille - Aix-en-Provence, Lille, Bordeaux, Nantes, Strasbourg, Montpellier, Rennes, Grenoble, Rouen, Nice, Toulon, Tours, Nancy, Clermont-Ferrand, Saint-Étienne, Caen, Orléans, Angers.

Évolution de l'emploi salarié privé entre 2021 et 2022 par aire d'attraction dans la **sphère productive**

Activités traditionnelles de fabrication et services « connexes » qui participent à la production de biens.

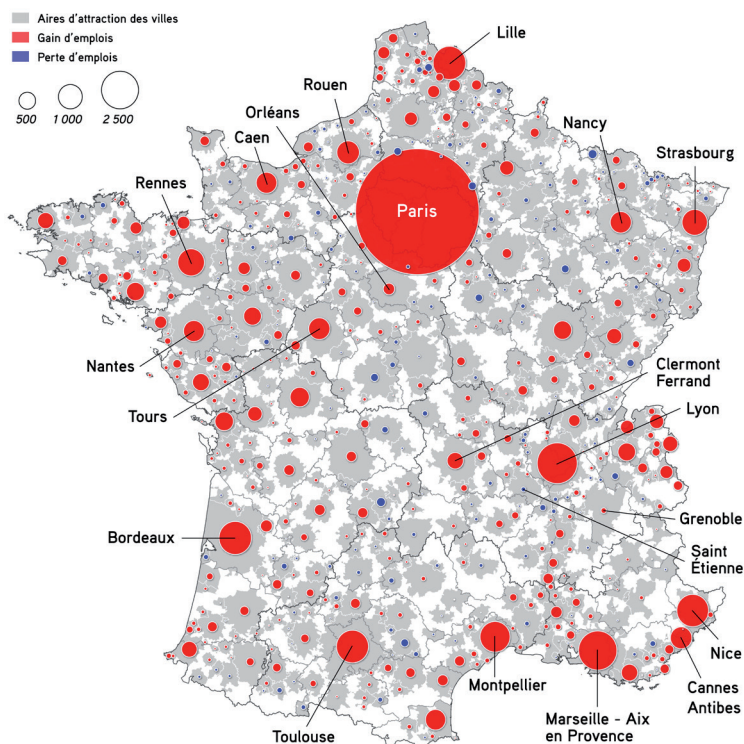
Source : Urssaf Caisse nationale de 2019 à 2021, traitements AUAT



Évolution de l'emploi salarié privé entre 2021 et 2022 par aire d'attraction dans la **sphère résidentielle**

Activités de services qui visent à satisfaire les besoins quotidiens de la population et de toutes personnes présentes sur le territoire.

Source : Urssaf Caisse nationale de 2019 à 2021, traitements AUAT



Un rebond post-covid manifeste et différencié dans l'aire métropolitaine toulousaine

Dans l'aire métropolitaine toulousaine, les AAV les plus importantes connaissent en 2021 un rebond post-covid plus marqué qu'à Toulouse : +2.6%/an entre 2019 et 2021. Seules trois aires font exception : d'une part, Foix où il est du même niveau et d'autre part, Tarascon-sur-Ariège et Graulhet où l'emploi salarié ne suit pas une dynamique positive.

En 2022, alors qu'il s'observe à Tarascon-sur-Ariège (+1.0%/an), le rebond post-covid se poursuit à Toulouse, Carcassonne, Castelnaudary (gains annuels d'au moins de +2.5%/an). Il ralentit à Foix, Gaillac, Montauban, Tarbes, même si la croissance de l'emploi salarié privé s'établit également favorablement (entre +0.9 et +1.5%/an). Du côté d'Albi, Auch, Castres, Graulhet et Saint-Gaudens, l'emploi reste relativement stable avec des évolutions annuelles comprises entre -0.2 et +0.3%/an. Enfin, l'emploi salarié privé recule à Cahors et à Pamiers (respectivement -2.1%/an et -0.8%/an). D'une aire à l'autre, ces évolutions annuelles de l'emploi salarié privé illustrent des dynamiques locales différentes avec des sphères productive et résidentielle :

- qui « tirent » l'emploi dans le même sens : négativement à Cahors et positivement à Toulouse, Carcassonne, Castelnaudary, Foix, Montauban et Tarbes.
- dont les effets de l'une prennent le pas sur l'autre. À Saint-Gaudens et à Tarascon-sur-Ariège, l'évolution positive de l'emploi salarié privé est le résultat du dynamisme des activités résidentielles dont les gains font plus que compenser les pertes constatées dans le secteur productif. À Pamiers, le volume de postes supplémentaires dégagés par les activités résidentielles se révèle inférieur à celui de ceux qui disparaissent dans la sphère productive.
- dont les contributions ont tendance à se contrecarrer comme à Albi, Auch, Castres, Gaillac et Graulhet.

Lecture :

Entre 2021 et 2022, l'emploi augmente à Foix de 1.5% dont 0.9% dû à la variation de l'emploi résidentiel et 0,6% dû à la variation de l'emploi productif.

Dans ces deux infographies, les principales AAV de l'aire métropolitaine sont classées selon l'ordre croissant de l'évolution annuelle de leurs stocks d'emplois salariés privés, les plus dynamiques se trouvant ainsi positionnées en haut.

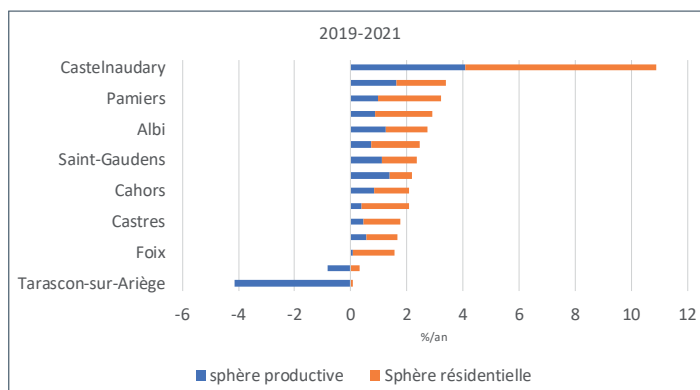
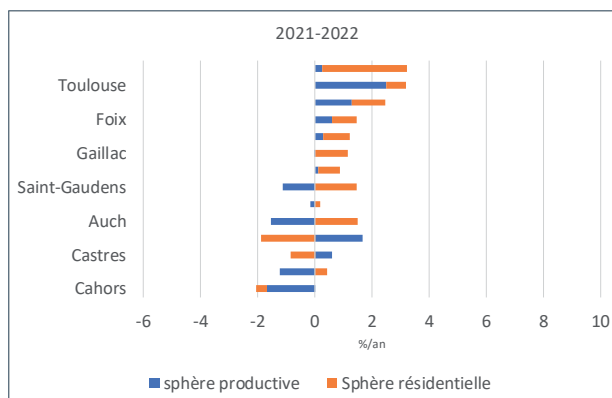
Évolution de l'emploi salarié privé par grandes aires d'attraction de l'aire métropolitaine toulousaine

Source : Urssaf Caisse nationale 2008-2022, traitements AUAT

	Effectifs	Taux annuel d'évolution (%/an)		
		2022	2008-2022	2019-2021
Toulouse	513 120		1,8	1,7
Montauban	34 230		1,0	2,9
Albi	34 040		0,5	2,7
Tarbes	31 920		-0,1	2,1
Carcassonne	24 850		0,4	2,4
Castres	23 920		0,2	1,8
Auch	15 180		0,5	3,4
Cahors	12 620		0,2	2,1
Pamiers	10 460		1,0	3,2
Saint-Gaudens	8 670		0,0	2,4
Castelnaudary	6 180		2,1	10,9
Foix	5 350		-0,6	1,6
Gaillac	4 970		0,8	2,2
Graulhet	2 830		-0,3	-0,5
Tarascon-sur-Ariège	830		-0,9	-4,1

Décomposition de l'évolution annuelle de l'emploi selon les deux sphères (résidentielle et productive)

Source : Urssaf Caisse nationale 2008-2022, traitement AUAT



Les évolutions par grands secteurs d'activité en 2022

+9 150 postes dans les services aux entreprises

Un tiers des gains d'emplois de ce secteur repose sur l'intérim (+3 050 postes) dont les missions se destinent à des activités bien souvent différentes des services : industrie, BTP, manutention... Les activités informatiques représentent un quart des gains d'emplois du secteur avec +2 090 dans le conseil et les logiciels et +450 dans la programmation. L'ingénierie et les études techniques (+1 630) et le conseil pour les affaires (+1 160) constituent ensemble un autre quart de la croissance de l'emploi du secteur.

+2 610 postes dans les services collectifs

Au regard des évolutions en 2022, les niveaux d'emplois d'avant la crise sont désormais dépassés dans ce secteur. Signe d'une réelle reprise de l'activité, les CHR (cafés, hôtels, restaurants) assurent plus du tiers des gains d'emplois (+1 090 postes dont +830 pour la seule restauration) suivis par l'enseignement (+520), les activités financières et d'assurance (+370), d'administration publique (+370) et l'immobilier (+180). Il n'y a guère que du côté des activités de télécommunication que s'enregistrent des pertes (-100 emplois). Le contexte post-covid d'inflation et de hausse des taux d'intérêt n'affectent pas, encore en 2022, l'emploi dans la promotion immobilière.

+2 540 postes dans l'industrie

La construction aéronautique et spatiale ainsi que la fabrication d'équipements électriques et électroniques pour l'automobile assurent plus des trois quarts des gains d'emplois industriels en 2022, respectivement, 45% et 31%. En dehors de ces deux types d'activités, peuvent être citées notamment la mécanique industrielle (+120 postes), la fabrication de composants électroniques (+100), de matériel médico-chirurgical et dentaire (+70) ainsi que la réparation et la maintenance d'aéronefs et d'engins spatiaux (+100). En 2022, peu d'activités industrielles enregistrent des pertes notables.

+990 postes dans les services aux particuliers

Après une forte reprise en 2021, la création d'emploi ralentit dans ce secteur. La sortie de crise est désormais palpable dans le spectacle vivant (+160 postes). Les activités sportives et récréatives continuent sur la tendance positive de l'année précédente (+560 postes dont 180 pour les clubs de sport). En santé humaine, l'emploi recule du côté de l'hôpital (-100 postes) et des laboratoires d'analyses médicales (-90) qui avaient été fortement mobilisés le temps de la crise sanitaire. En 2022, de nouveaux postes se sont créés en médecine générale (+80) et en dentaire (+60). Au global, les activités de santé humaine reculent d'une soixantaine de postes. En hébergement social, l'offre s'est renforcée, que ce soit celle médicalisée pour les personnes âgées (+120 postes), celle pour les adultes et pour les enfants en difficultés. En revanche, l'emploi se stabilise dans l'action sociale sans hébergement, augmente dans l'accueil de jeunes enfants (+210) et recule dans l'aide à domicile et l'aide par le travail (-100 postes chaque fois).



+400 postes dans la construction

En 2022, les activités de travaux d'installation, en particulier, d'équipements thermiques et de climatisation ainsi que d'installations électriques dégagent de nombreux gains d'emplois (+360 postes). Cette hausse illustre les tendances à l'amélioration et à la transition énergétique des bâtiments, mais est aussi à mettre en relation avec les récents épisodes caniculaires. Les activités de génie civil recrutent également (+190). Celles de construction de routes et de voies ferrées sont portées par les projets métropolitains de mobilités dont notamment, le lancement des travaux de la troisième ligne de métro à Toulouse. À l'inverse, les activités de maçonnerie générale et de gros œuvre de bâtiment perdent près de 110 emplois.

+140 postes dans la logistique

En 2022, le commerce de gros, notamment de biens alimentaires, industriels ou de matériaux électriques, génèrent 800 emplois supplémentaires. Bénéficiant de cette dynamique ainsi que de celle du commerce par internet, les services auxiliaires des transports, et plus particulièrement les activités d'affrètement et celles de messagerie, dégagent 250 nouveaux emplois.

À l'inverse, près de six emplois sur dix perdus dans la logistique le sont dans les transports terrestres et en particulier dans celles de transport routier de fret (-260) comme de voyageurs (-250). Dans le même temps, l'emploi dans les activités d'entreposage, frigorifique ou non, recule (-160 postes), conséquemment à l'évolution de l'activité et de choix stratégiques de certains acteurs. Dans l'aérien, le transport de passagers n'est pas encore sorti de la crise en 2022 (-110 postes).

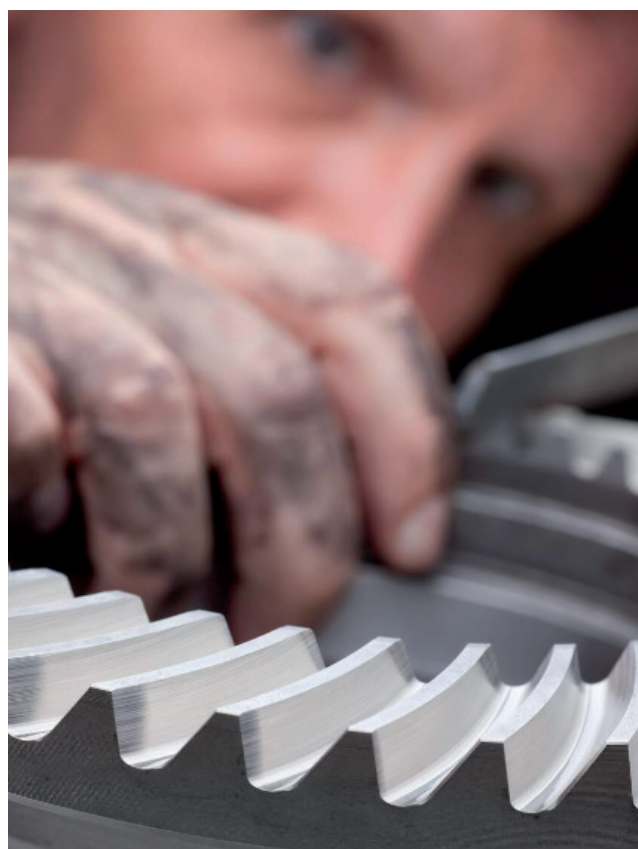


-20 postes dans le commerce

Si la réparation auto-moto dégage 170 postes de plus, les commerces de détail (-130) et les activités d'intermédiaire de commerce de gros (-60) connaissent des évolutions défavorables. Dans un contexte combinant la hausse notable de l'inflation, les évolutions des pratiques de consommation ainsi que celles des modèles d'affaires, des ajustements s'opèrent pour certaines activités commerciales. Dans le commerce de détail notamment, alors que s'observent des gains notables dans les magasins spécialisés dans le paramédical qu'il s'agisse de produits pharmaceutiques (+190 postes), d'articles médicaux et orthopédiques (+90) ainsi que d'optique (+70), d'autres commerces observent des pertes plus diffuses : -150 postes dans la vente à distance, -80 dans les hypermarchés ainsi que dans le commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé (notamment en offre biologique)³.

Les activités productives en fer de lance

Dans l'AAV toulousaine, la frange Ouest et la grande agglomération toulousaine concentrent 98% de la croissance de l'emploi salarié privé en 2022. La contribution de la sphère productive dans les gains d'emplois dégagés globalement est de 96% en Gascogne Toulousaine, 80% dans Toulouse Métropole



³ Pour plus de précisions, consultez les publications de l'observatoire partenarial du commerce et de la consommation (OP2C) de l'AUAT.

et 61% dans les Hauts-Tolosans. Dans le Sicoval, le Muretain et Grand Sud Tarn et Garonne, elle est des trois quarts. Dans le Frontonnais et en Cœur de Garonne, les activités productives font plus que compenser les pertes constatées dans les activités résidentielles, le solde correspondant à la croissance de l'emploi constatée dans ces territoires.

Avec 14 450 postes supplémentaires en 2022, Toulouse Métropole polarise près de 90% de la croissance de l'emploi. Éminemment productifs, ces gains relèvent à 60% des services aux entreprises (dont +2 650 dans l'intérim, +1 870 dans le conseil informatique et +1 440 dans les activités de conseil pour les affaires), à 15% de l'industrie et 14% des services collectifs. Les seules activités de construction aéronautique en cœur de filière (+1 720 postes) ont généré 12% des gains.

Dans le Sicoval, 54% des augmentations d'emplois relèvent des services aux entreprises et en particulier du conseil informatique (+170), de l'ingénierie et des études techniques et de l'intérim (+110 chaque fois). Dans le Muretain, les 250 postes supplémentaires proviennent de l'ensemble des activités compensant

des pertes dans le commerce (-140) et de la logistique (-80). En Gascogne Toulousaine, plus de 80% des nouveaux emplois le sont au titre des services aux entreprises, en particulier l'intérim et l'ingénierie et des études techniques (+50 chaque fois).

Dans l'AAV toulousaine, l'emploi salarié privé n'a reculé modérément que dans quatre intercommunalités : le Bassin Auterivain Haut-Garonnais (-290 postes), le Grand Ouest Toulousain (-60), le Val'Aïgo (-40) et les Coteaux Bellevue (-10). Ces évolutions sont à relativiser car elles sont la conséquence bien souvent de fluctuations erratiques de certaines activités particulièrement sensibles aux aléas et dont les emplois s'exercent très souvent en dehors de l'entreprise employeuse. Ainsi, la majeure partie des emplois perdus relève du secteur du nettoyage dans le Bassin Auterivain Haut-Garonnais, du transport routier de fret de proximité dans le Grand Ouest Toulousain, du transport routier régulier de voyageurs dans le Val'Aïgo et des activités hospitalières dans les Coteaux de Bellevue.

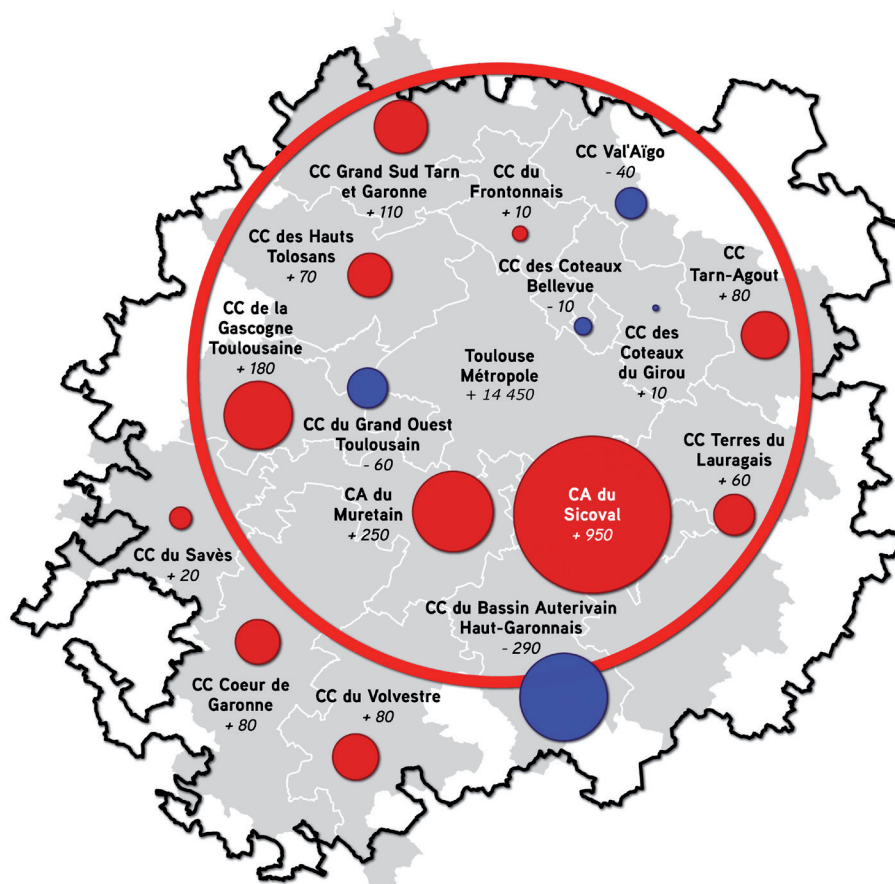
Évolution de l'emploi salarié privé par grandes intercommunalités

Source : Urssaf Caisse nationale 2008-2022, traitements AUAT

	Effectifs 2022	Évolution annuelle		dont activités	
				de la sphère productive	du cœur de la filière aéronautique
AAV toulousaine	506 630	15 970	3,3%	12 550	1 750
Toulouse Métropole	379 060	14 450	4,0%	11 380	1 720
CA du Sicoval	32 820	950	3,0%	710	30
CA Le Muretain Agglo	27 730	250	0,9%	190	0
CC du Frontonnais	8 740	10	0,1%	210	0
CC Tarn-Agout	6 580	80	1,3%	30	0
CC Bassin Auterivain Haut-Garonnais	6 430	-290	-4,3%	-370	0
CC du Grand Ouest Toulousain	6 300	-60	-0,9%	-120	0
CC Grand Sud Tarn et Garonne	6 050	110	1,8%	80	10
CC des Terres du Lauragais	6 040	60	1,1%	-10	0
CC Cœur de Garonne	5 150	80	1,5%	100	0
CC du Volvestre	5 020	80	1,6%	20	0
CC de la Gascogne Toulousaine	5 000	180	3,7%	170	10
CC des Coteaux Bellevue	3 430	-10	-0,3%	70	0
CC des Hauts Tolosans	3 230	70	2,3%	40	0
CC de Val'Aïgo	2 930	-40	-1,2%	20	0
CC des Coteaux du Girou	2 500	0	0,0%	0	0
CC du Saves	900	20	2,0%	0	0
Occitanie	1 516 490	28 270	1,9%	134 330	2 020

Évolution de l'emploi salarié privé entre 2021 et 2022 par intercommunalités dans l'aire d'attraction

Source : Urssaf Caisse nationale de 2021 à 2022, traitements AUAT



Sources

Les traitements de l'emploi sont réalisés à partir de la source de données Urssaf Caisse nationale (ex-Acoss-Urssaf). Le champ couvre l'ensemble des entreprises employeuses du secteur concurrentiel, affiliées au régime général (donc hors régime agricole) et exerçant leur activité en France (métropole et Dom hors Mayotte). Il couvre ainsi l'ensemble des établissements cotisant aux Urssaf à l'exception de ceux appartenant au secteur public. Il exclut donc les établissements relevant du régime agricole (suivis par la CCMSA) et les particuliers employeurs. Ces derniers font l'objet d'un suivi statistique spécifique par Urssaf Caisse nationale. Ce champ représente entre 60 et 70% de l'ensemble des emplois, selon les territoires.

Cette source fournit, chaque année, des données à l'échelle communale sur l'ensemble du territoire métropolitain et des DROM-COM, permettant d'éclairer la question du dynamisme des territoires. Néanmoins, certaines évolutions peuvent aussi être liées directement à la source : déclaration à un lieu unique des effectifs, changement de codes d'activité d'une entreprise, mise à jour et amélioration du fichier...

Depuis 2023, la série statistique 2006-2022 mise en ligne par l'Urssaf Caisse nationale intègre les effectifs apprentis.

Du fait de la chaîne de traitement statistique des effectifs salariés, apprentis et intérimaires mise en œuvre, Urssaf Caisse nationale publie chaque année une série statistique qui « écrase » celles précédemment diffusées. Des écarts peuvent ainsi être générés pour une même année issue de millésimes différents de séries statistiques.

Aire d'attraction d'une ville (AAV)

Selon l'INSEE, une aire d'attraction d'une ville est un ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué d'un pôle de population et d'emploi et d'une couronne qui rassemble les communes dont au moins 15 % des actifs travaillent dans le pôle.

Dévoilé fin octobre 2020, le zonage en aires d'attraction des villes (ZAAV) est un nouveau mode de représentation des dynamiques démographiques et spatiales développé par l'Insee succédant celui en aires urbaines.

Aire métropolitaine toulousaine

L'Ouest de l'Occitanie s'organise autour d'un réseau d'aires urbaines au centre duquel rayonne celle de Toulouse. Ce réseau est constitué des AAV d'influence des villes moyennes (Agen, Albi, Auch, Cahors, Carcassonne, Castelsarrasin, Castres, Figeac, Montauban, Pamiers, Rodez, Saint-Gaudens, Tarbes, Toulouse, Villeneuve-sur-Lot), et de petites villes (Carmaux, Castelnau-d'Aud, Decazeville, Foix, Gaillac, Lavaur, Limoux, Mazamet, Saint-Girons, Villefranche-de-Rouergue), qui gravitent plus ou moins dans l'orbite de la métropole régionale. Cette définition est le résultat de travaux conjoints menés par l'Insee Occitanie et l'AUAT.

Photos : © Alamy stock photos sauf mention contraire

© SAFRAN, © AUAT